Du mûrissement au pourissement ...

Du *"mûrissement"* s'était produit, disait-on, le 11 décembre.

Les fruits se gâtent vite rue du Maine, à Paris! Après 4 heures de rond-de-jambes dans le bureau de POMPIDOU, BERGERON, Secrétaire Général de Force-Ouvrière, annonçait au Comité Confédéral de son organisation qu'il s'alignait sur le scénario élaboré, au même moment à la Bourse du Travail, par la C.G.T. et la C.F.D.T. pour les 27 et 28 Janvier.

Cette fois, elle est réalisée l'unité d'action; le téléphone peut efficacement remplacer la discussion autour d'une table.

Au lendemain du 11 Décembre la situation s'était apparemment tendue. Deux mois après ceux de F.O., les délégués cheminots C.G.T. quittaient la commission GREGOIRE, suivis (cas de force majeure) par ceux de la C.F.D.T. De même les délégués E.G.F. des trois centrales désertaient la commission GREGOIRE. En même temps les Centrales affirmaient leur opposition aux procédures TOUTEE.

Du côté gouvernemental, POMPIDOU proférait des menaces précises contre les employés de l'E.G.F.; au Conseil des Ministres du 13 Janvier, il déclarait d'autre part:
"Le déroulement des procédures TOUTEE est conforme à la détermination du gouvernement, qui les fera fonctionner avec résolution même s'il devait y avoir une certaine opposition en raison de l'attitude de telle ou telle organisation, et quels que soient les mouvements qui pourraient se produire."

Le dos au mur, syndicats et Pouvoir allaient-ils vers l'affrontement? Les appareils syndicaux décideraient-ils, *'par "une action progressive et continue"* selon la formule utilisée le 11 Décembre, de mettre en échec le POUVOIR, rattrapant ce qu'avaient commencé, seuls, les mineurs *"réquisitionnés"* il y a deux ans? Tout recul dans cette situation, prenait une signification dramatique.

Grâce à la volonté de la C.F.D.T. et de la C.G.T., à la capitulation des réformistes de F.O. et de la F.E.N., nous l'avons ce recul, avec les journées des 27 et 28.Janvier.

Depuis le 2 Janvier, la C.F.D.T., pressée de désamorcer la tension créée par le 11 Décembre avait proposé des grèves étalées sur 48 heures du secteur public et nationalisé, suivies de grèves tournantes par régions pendant le mois de Février.

Ainsii, le 27, les cheminots, les postiers et les enseignants seront en grève. Le 28, ce sera le tour, des gaziers, des électriciens et de la Sécurité Sociale. Ce sont les Fédérations qui décident et non les Confédérations. Les mots d'ordre aussi, bien entendu, diffèrent de ceux du 11 Décembre: dans l'Humanité du 23, LOUBET, Secrétaire de l'U.G.F.F. revendique *"une augmentation de 40 F pour un auxiliaire, 50 F pour un agent de bureau, 70 F pour un commis"*, MORANGE, dans l'Ecole Libératrice du 22 réclame *"la remise en ordre des rémunérations de fonctionnaires"* et souligne que les fonctionnaires auront "une majoration annuelle de 2 % cependant que, dans le secteur nationalisé les étapes prévues donnent une majoration effective de 2,5% . Nous en sommes revenus là!

Quant au secteur privé, le soin est laissé aux Fédérations de préconiser des *"actions"* pour le 28, *"en fonction de leur situation", "selon les-modalités décidées par atelier"* et pour *"leurs propres revendications".* Les trois Fédérations des Métaux qui, le 11 Décembre, n'avaient pu se mettre d'accord sur la position Force-Ouvrière, le font aisément aujourd'hui; cela se traduira chez Renault par un débrayage d'une heure le 28 (surtout pas le même jour que les fonctionnaires mais plutôt celui où des usines seront fermées faute d'électricité).

Pas de meetings ni défilés communs, les modalités retenues ne le permettent pas.

Cependant les mineurs de Potasse entament une série de grèves tournantes sur *"leurs revendications particulières"!*

Des syndicats reculent, le POUVOIR avance: mettant ses menaces à exécution il exige que soit assuré *"un service public minimum"* qui vise d'abord les électriciens pour le 23, mais qui, réglementé et codifié, viendra probablement compléter la loi anti-grève de 1963. En réaction, les dirigeants des Fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de l'E.D.F, ont déclaré: *"Nous ne voulons pas laisser le beau rôle aux Pouvoirs Publics. Nous fournirons la production nécessaire aux usagers domestiques et à la sécurité".* Ils sont allés supplier la Direction Générale de l'E.D.F. de signer avec eux un protocole d'accord sur un programme réduit de distribution; la Direction les a envoyés promener!

En Loire-Atlantique l'Ecole Emancipée et l'U.D.-F.O. ont proposé que, faute de mieux, la grève soit au moins transformée en un grève totale de 24 Heures dans le Département, afin que l'action soit identique à ce qu'elle y fut le 11 Décembre. Ils se heurtèrent au refus de la C.G.T. et de la C.F.D.T., la F.E.N. ne donnant pas signe de vie.

Le 11 Décembre, nous avions appuyé sans réserve le mouvement tel que F.O. et la F.E.N. l'avaient caractérisé, les 27 et 28 Janvier nous dénonçons une reculade qui laisse prévoir pire.

"ATTENDEZ, VOUS À VOIR..."

(Comme dirait celle que vous savez.)

... UN GRENOUILLAGE ELECTORAL INTENSE.

- Déjà, au soir de la grève du 11 Décembre, certains dir-geants (qu'ils disent!) syndicaux, lançaient aux *"masses salariées"* l'appel suivant :
"Mais, Camarades, n'oubliez pas que vous êtes aussi citoyens et que, cette année ... "

Attendez-vous donc à voir la *"compétition électorale"* prendre peu à peu le pas sur l'action directe des exploités, avec les encouragements non camouflés des appareils syndicaux.

De TIXIER-VIGNANCOURT à DE GAULLE en passant par CORNU et DEFERRE (et pourquoi pas WALDECK-ROCHET?), les *"votards"* choisiront un PRESIDENT. Et dès Mars, on se sera entraîné en choisissant les conseillers municipaux: gauche-droite, gauche-droite ! ... comme si quelqu'un pouvait encore montrer, parmi-les *"zédiles"*, un type de gauche, un vrai!

Attendez-vous à voir les tenants du *"moindre mal"*, ceux qui aiment choisir *"entre la peste et le choléra"*, vous donner des leçons de civisme (que n'en donnent-ils aux élus-girouettes?), vous rappeler que le suffrage.universel, *"conquête de nos pères"*, n'a rien perdu de sa valeur (donc, vivent l'O.R.T.F., la corruption, la presse pourrie, etc ...).

En un mot, attendez-vous à voir la combativité ouvrière déviée par les politiciens vers la voie de garage des élections, *"la voie parlementaire au socialisme"*. Tant il est vrai que *"nos grands partis de gauche"* n'ont pas du tout l'intention de *"faire du passé table rase"*, de *"changer de base"* notre belle société, et, une fois pour toutes, de *"décréter le Salut Commun"*.

Il est vrai qu'ils ont oublié *"l'INTERNATIONALE".*

NE PAS CONFONDRE BIEN-ETRE et MIEUX-ETRE!

La soeur latine vient de se payer (terme exact) un Président de la République laborieusement: «SARAGAT».

Et tandis que notre Guy MOLLET se réjouit du choix d'un tel *"antifascite"*, démocrate, socialiste, européen, l'*Osservatore Romano* s'en félicite également: le dit jotirnal papal (voir *"Le Monde"* du 31 Décembre) insiste sur la vision *"humaniste"* de M. SARAGAT et son *"respect des valeurs chrétiennes".*

Les curés avec nous! Amen!

Mais il y a mieux: le Pape PAUL VI a adressé à l'heureux élu un télégramme de voeux reproduit intégralement dans *"le Monde"* où l'on peut lire: *"... les voeux fervents pour votre bien-être personnel et le bien-être de votre famille, et pour le mieux-être du peuple italien"*.

C'est nous qui soulignons.

BIEN-ETRE, MIEUX-ETRE? Nuance, en effet.

Le bien-être pour les nantis, le mieux-être (s'il en reste) pour ceux qui en ont bien besoin: c'est- là tout un programme, un vieux et qui dure et qui, une fois de plus a la bénédiction du pape.

Oui, mais, au fond, vaudrait mieux ne pas écrire ça: c'est de l'anticléricalisme de papa, *"complètement dépassé",* et qui dure lui aussi.

Heureusement!

Partis politiques, syndicalisme, anarchisme ...

Que signifie l'indépendance des syndicats, par rapport aux partis politiques?

Dans quelle mesure peut-on comparer l'influence anarchiste sur le syndicalisme à celle d'un parti politique?

Et en définitive, qu'est-ce qu'un syndicat, qu'est-ce que l'anarchisme, qu'est-ce qu'un parti politique?

Autant de questions sur lesquelles il est indispensable de se pencher à notre époque de confusion voulue ou subie.

Le syndicalisme est né de la nécessité pour les travailleurs de se regrouper face à un patronat dont les caractéristiques essentielles ne sont ni le désintéressement, ni l'humanité.

Rapidement, le mouvement ouvrier prit conscience de la nécessité de changer de fond en comble les structures sociales pour promouvoir une société où l'homme pourrait se réaliser en tant qu'homme. Ceci fut particulièrement net au moment de la première internationale où les sections françaises, avec Varlin conçurent ce qui constituera trente ans plus tard, l'esprit du syndicalisme révolutionnaire.

Il n'est pas superflu de rappeler ici les caractéristiques de cet "esprit" ou de cette "éthique". Pour les membres de la Première Internationale, comme pour les syndicalistes révolutionnaires, il ne pouvait être question "d'humanisme" dans une société où la propriété et la recherche du profit établissent entre les individus des rapports de subordination et de coercission, régentés par la loi. Ils remettaient par conséquent en cause le "Contrat Social", base morale de la bourgeoisie jacobine, concevant les rapports individuels comme des collisions d'égoïsmes au contraire du principe naturel de l'Entr'aide que devait

développer KROPOTKINE. De plus, et il est nécessaire d'insister là-dessus, le mouvement ouvrier affirmait son indépendance et un anti-étatisme qui ne se démentira qu'après le cataclysme de la guerre 14-18, en même temps qu'il perdait son originalité et son dynamisme.

Or, qui dit anti-étatisme, dit anarchisme.

La grande majorité des Internationaux, avant la guerre de 1870, étaient anti-autoritaires, et ceci, semble-t-il, d'une manière toute spontanée. Certes, l'influence de PROUDHON fut sensible, surtout au début, mais PROUDHON n'exprimait-il pas lui-même en grande partie, les aspirations de la classe ouvrière? La vie, l'expérience de PROUDHON furent basées sur le Travail. Quant à la présence de BAKOUNINE, elle semble avoir surtout cristallisé une opposition déjà existante à l'ingérence de MARX dans les affaires des ouvriers de l'Internationale.

L'anarchisme, en tant que mouvement, est donc né, tout comme le syndicalisme, de la réalité ouvrière de la Première Internationale. En tant que doctrine sociale - laissons de côté ici l'anarchisme individualiste - l'anarchisme s'est développé à la suite de l'expérience de la 1ère Internationale. Il en a été, et en particulier avec la Fédération jurassienne et James GUILLAUME, la suite naturelle et le prolongement.

Or, qu'affirme l'Anarchie, sinon, dans ses grandes lignes ce qu'affirmèrent les Internationaux, puis les syndicalistes révolutionnaires, à savoir la dignité de l'individu, laquelle ne peut s'affirmer que dans la liberté, condition de la pleine possession de soi-même aussi bien sur le terrain social et économique que sur le plan psychologique? Par là, l'anarchisme refuse toute autorité s'imposant d'une façon coercitive à l'individu comme au groupe. Car le principe d'autorité dans son essence rabaisse l'homme à l'état d'être mineur. L'individu ne se construit que dans la libre création, associé à d'autres hommes, ses égaux, sur le plan social et économique. Entr'aide, réciprocité, responsabilité, libre association des individus au sein des groupes et des associations au sein des Fédérations. Voilà ce que proclame l'anarchisme.

Par suite, prenant comme base et comme but l'individu, l'anarchisme est Education. Education et culture pour la réalisation de l'anarchisme. Anarchisme pour l'éducation et la culture de l'individu.

L'anarchisme ne peut donc, considérer des individus ou des groupes comme des outils ou des masses de manoeuvre puisque comme KANT, il considère la personne humaine *"comme une fin, et non comme un moyen".*

En cela, il s'oppose aux doctrines politiques. Que veulent en effet les partis politiques, sinon prendre le pouvoir dont les anarchistes n'ont que faire? L'homme pris en tant qu'individu ne peut donc plus être la raison d'être du parti, si ce n'est dans des affirmations verbales. Pour s'emparer du pouvoir, négation de l'individu, tous les moyens sont bons, et au nombre de ces moyens, la prise en main des individus et des groupements, et plus particulièrement des organisations ouvrières. Pour un parti politique dit "prolétarien", il s'agit donc de "noyauter" les syndicats pour leur faire prendre la direction voulue par le Parti. Et pour cela, on emploiera la démagogie, le lavage de cerveau et autres procédés diamétralement opposés à la recherche de la libre réalisation de l'individu.

II était donc normal qu'un syndicalisme conscient rejette l'ingérence de tout parti politique sur ses organisations. D'où la Charte d'Amiens.

Et certains de considérer que l'Anarchisme est à écarter du syndicalisme, tout comme un vulgaire parti politique. D'où l'existence de *"syndicalistes révolutionnaires purs"*.

Quel rôle les anarchistes ont-ils donc à jouer dans les syndicats, et pourquoi, somme toute, le syndicalisme ne peut-il, ainsi que beaucoup l'ont cru ou le croient, se suffire à lui-même?

Le syndicat avons-nous vu, est le lieu de regroupement naturel des ouvriers. Et en effet, la classe ouvière fut longtemps assez dynamique et consciente pour trouver d'elle-même les voies de l' anarchisme. C'est pourquoi, les anarchistes qui entrèrent dans les syndicats aux temps héroïques du syndicalisme, s'y trouvèrent dans leur milieu naturel, tant et si bien que certains finirent par y perdre leur conscience anarchiste tout comme les syndicats auxquels ils s'étaiant si bien intégrés. Mais là est le drame, et là

s'affirme la nécessité de l'anarchisme en tant qu'idéologie. Aux moments où le mouvement ouvrier perd pied, il est nécessaire que des militants soient là qui maintiennent la tradition et l'esprit du syndicalisme révolutionnaire qui, conscient de lui-même, n'est autre que l'anarcho-syndicalisme.

Ces militants, loin d'être des éléments étrangers au syndicalisme, s'y intègrent totalement, conscients de leur rôle éducatif, de leur rôle d'éveilleurs de conscience.

Il ne s'agit donc pas plus, pour des anarchistes, de s'enfermer dans une tour d'ivoire, que de se constituer en directeurs du mouvement ouvrier. Ils ont à démystifier, à informer, à susciter des attitudes spécifiquement ouvrières, à proposer, et non à essayer d'imposer leurs solutions, à convaincre, et non à vaincre, considérant, en chaque co-syndiqué, le compagnon et non l'instrument de manoeuvre. Cette attitude est la seule logique puisque la seule action ouvrière valable est celle où chaque participant est conscient et responsable de son rôle. Seule cette attitude est conforme à l'idée que les anarchistes se font de la Révolution qui ne peut être seulement un bouleversement politique mais à la fois, comme nous l'avons vu, l'aboutissement et la condition (malgré la contradiction apparente de ces deux faces d'une même réalité) d'une culture ouvrière et humaine.

Pour qui a compris l'anarchisme, il est donc impossible de comparer l'action d'un parti politique et celle d'anarchistes au sein d'un syndicat. Loin de nuire au syndicalisme, l'anarchisme est en fait son complément logique. Réciproquement d'ailleurs, à chaque fois que l'anarchisme perd de vue son milieu naturel d'action il perd en même temps tout contact avec le réel et tend par là-même à devenir le fait d'un cénacle de théoriciens sans influence sur une société sans but et sans âme.

Ainsi se justifie l'anarcho-syndicalisme, incarnation de l'idéal et transcendance de la réalité.

Jeunesse et culture en ... “Maisons” ...

Alors que la dernière rentrée scolaire a manifesté des difficultés spectaculaires, alors que le budget d'équipement de l'Education Nationale est le plus catastrophique qu'on ait connu depuis 5 ans (aucune création de poste pour 1965 dans l'enseignement primaire!), alors que la circulaire FOUCHET publiée en Septembre décide la fermeture des écoles rurales à faible effectif, le POUVOIR se félicite, sans aucune négligence publicitaire, de réaliser une politique de la Jeunesse généreuse et hardie!

Détournons donc un instant nos regards des plaies scolaires pour considérer quelles compensations le régime promet aux jeunes entre les péripéties d'une scolarité au rabais et le drame du sous-emploi qui les attend à leur entrée sur le marché du travail.

Le 4ème Plan prévoyait de 1962 à 1965, avec les crédits correspondants, une première tranche de construction de 20 "Maisons de Culture" et de 645 "Maisons de Jeunes".

Des organisations de jeunes et les organisations culturelles locales, régionales ou nationales ont pu d'abord imaginer naïvement qu'elles allaient enfin pouvoir disposer de l'équipement matériel et des locaux dont le besoin se fait si pressant aux organisations qui, par nature, ne bénéficient ni de mécènes, ni de salles paroissiales.

Amère désillusion! Cette déclaration de M. BIASINI, Directeur de l'Action Culturelle, ne laisse guère subsister d'espoir:

"Une Maison de la Culture n'est pas la salle des Fêtes, le Centre Culturel communal, le siège des Associations, ou le foyer tant attendu par les vaillantes cohortes littéraires ou musicales de l'endroit. Elle n'est pas non plus le local rêvé par les comédiens amateurs, les professeurs de cours du soir, les peintres du dimance, ou les sociétés folkloriques; ni le conservatoire dont on a cruellement besoin, ni même l'espace culturel jumeau de l'espace vert sans lesquels les plans d'urbanisme ne seraient pas tout à fait ce qu'ils sont". (Ministère d'Etat, F.J.B/M.B., S.P./n° 759 p.4 §4).

Pour plus de précision encore, M. THREHARD, Directeur de la Maison de la Culture de CAEN, déclarait: *"La Maison de la Culture est ouverte à tous les individus, mais fermés à toutes les associations"*. Quant aux groupements locaux moqués par BlASINI *"ils pourront toujours aller dans un cinéma ou une salle privée".*

C'est très clair : gérées par des directeurs nommés par l'Etat, administrées par des cadres formés par l'Etat au Centre de formation des Animateurs, distribuant des programmes octroyés par un Centre de Diffusion Culturelle qui doit capitaliser les subventions de l'Etat, les "Maisons" diffuseront la "culture" officielle de l'Etat.

Il va sans dire qu'un tel dispositif se présentant d'abord comme une organisation concurrente des associations populaires a pour objectif leur disparition par asphyxie ou par absorption.

C'est le même processus qui préside à l'implantation des "Maisons de Jeunes et de Culture" où les diverses organisations de jeunes sont appelées à se fondre en une nouvelle organisation unique, fondée par l'Etat sous le nom de Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture. En effet, les statuts imposés confèrent au "représentant de la Fédération Française" un droit de veto au conseil d'administration, qu'il peut d'ailleurs dissoudre à tout moment. Soulignons toutefois que dans ce conseil d'administration une place (environ le quart des sièges) est réservée aux représentants des "groupements locaux" à raison d'un représentant et d'une voix par groupement, de cette sorte, les groupements qui voudraient cautionner cette opération d'intégration culturelle" auraient toute lattitude de le faire!

En réalité, l'offensive de l'Etat en direction de la jeunesse, aujourd'hui spectaculaire, ne s'est-elle pas dessinée depuis longtemps déjà sur le plan institutionnel? En 1954 avec MENDES-FRANCE apparaissait la perspective d'un Ministère de la Jeunesse, en 55 Edgar FAURE créait le Haut-Comité à la Jeunesse. DE GAULLE établit un Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports dont le responsable est membre du gouvernement. Si, formellement, ce Haut-Commissariat est encore rattaché à l'Education Nationale, (qui perd chaque jour de ses attributions), on entre-voit la création d'un grand Ministère de la Jeunesse.

Parallèlement se développe dans l'opinion une campagne démagogique exploitant habilement certains caractères de la jeunesse pour l'inciter à ce considérer comme une couche sociale particulière en dehors des classes et de leurs luttes, érigeant en principe "le conflit des générations", exaltant la "remarquable homogénéité" de la jeunesse, selon les termes du nouveau Mouvement rural de la jeunesse Catholique (qui se propose également de "mettre un sceau chrétien sur tous les actes de la vie professionnelle").

Ainsi se trouve singulièrement ravivé le souvenir du Commissariat Général de la Jeunesse instauré à Vichy après la dissolution de tous les mouvements de jeunesse à l'exception des scouts catholiques de France.

Il faut que les groupes qui rejettent cette conspiration contre la jeunesse et la culture sachent ce qu'ils doivent accepter ou refuser.

Et tout d'abord: aucune subvention, aucun secours qui, assortis de conditions plus ou moins insidieuses, engagent dans l'engrenage d'une aliénation de la personnalité. Il faut savoir choisir: pauvreté vaut mieux que cage dorée!

Quant aux "maisons", les seules acceptables ne sauraient être autre chose que ces bâtiments municipaux, salles de spectacle ou liaisons du Peuple comme il en existe d'anciennes et comme on n'en construit plus, dont chaque organisation peut disposer à tour de rôle, en toute autonomie et sans autre obligation que le respect du matériel.

Reste à savoir s'il peut y avoir des municipalités susceptibles de construire aujourd'hui (indépendamment de l'Etat), des locaux où elles n'imposeraient pas leur propre directeur-animateur omnipotent, régnant sur des "individus", même si, à l'instar des "Maisons" d'Etat, des représentants d'associations peuvent venir dans les Conseils d'Administration cautionner leur neutralisation.

Sur qui compter? Les apôtres d'une *"laïcité de bon aloi"* nouveau genre, consistant en l'addition du curé en civil et du secrétaire d'Amicale Laïque, ne peuvent voir d'objection à un tel mixage dans les Conseils d'administration des dites “Maison” ... Le P.S.U. l'a déjà réalisé en son sein, la S.F.I.O. de M. DEFERRE monte dans cet esprit ses Comités Horizon 80, le P.C.F. avait ouvert la voie avec le Mouvement de la Paix (et les municipalités entièrement communistes ne font-elles pas preuve d’un conciliant "neutralisme" en votant "la main tendue", des subventions à la Société sportive catholique d'Hennebont et au patronage catholique de Lanester?

C'est dire que, sans renoncer à toute tentative en direction des municipalités, la solution du Mouvement Indépendant des Auberges de Jeunesse (M.I.A.J.), vivant par ses propres moyens, doit être envisagée aujourd'hui par tous les groupes de Jeunes qui refusent l’asservissement.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S’ADRESSER A :

Michel GATINEAU 107 rue Jean Jaurès ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 5.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.